

Double mouvement de la discipline économique en France

Réduction du pluralisme, expansion du mainstream

Agnès Labrousse

La France est connue pour être le pays d'une série de grands économistes hétérodoxes, de la fin de la seconde guerre mondiale aux années 1980. Toutefois, un examen attentif des enseignements et des recherches menées depuis le tournant du millénaire montre un resserrement sur l'économie « mainstream ». Décryptons concrètement cette évolution et les réponses qu'elle a suscitées.

Assurément, la France est un terreau riche de mouvements d'étudiants critiques de l'enseignement de l'économie dans le supérieur. Ainsi le mouvement « post-autisme » a-t-il démarré en France en 2000 avant d'essaimer ailleurs, aux États-Unis notamment. En 2011, le mouvement Peps-économie (Pour un enseignement pluraliste dans le supérieur en économie) prendra son essor dans l'hexagone avant de participer à la création de l'International Student Initiative for Pluralism in Economics. Ces mouvements proposent une critique récurrente de méthodes d'enseignement sans prise affirmée avec les réalités économiques et déplorent leur absence de pluralisme.

Que faut-il entendre par pluralisme ? La notion renvoie au pluralisme des théories (classique, néoclassique, keynésienne, institutionnaliste, marxiste, évolutionniste, etc.), des méthodes (quantitatives comme qualitatives), des disciplines (géographie économique, sociologie ou anthropologie économiques, etc.), des objets (monnaie, finance, commerce,

inégalités, écologie, économie sociale et solidaire, etc.) et questions de recherche et enfin des valeurs (Gräbner et Strunk, 2019). Ce pluralisme axiologique peut concerner les valeurs dominantes portées par des programmes de recherche différents, tout comme être interne à un programme de recherche : au sein de l'institutionnalisme coexistent ainsi des approches privilégiant des valeurs de « gauche » comme la justice sociale et la réduction des inégalités chez Myrdal ou des valeurs de « droite » comme la justification des inégalités au nom de l'efficacité marchande dans l'institutionnalisme autrichien de Hayek. On parlera de *pluralisme majeur* quand ces différentes dimensions sont développées à un degré élevé. On évoquera en revanche un *pluralisme mineur* quand le pluralisme se réduit, par exemple, aux variations internes à un programme de recherche.

Par *économie mainstream*, nous entendons les différents courants de pensée qui, à un moment donné de l'histoire de la discipline, sont dominants sociologiquement et institutionnellement.

L'école historique allemande était au cœur de l'économie *mainstream* à la fin du XIX^e siècle alors qu'elle fait partie des hétérodoxies aujourd'hui (c'est-à-dire des approches ne respectant pas les canons dominants) ; Walras, l'un des fondateurs de l'orthodoxie contemporaine, fut hétérodoxe au regard des normes de son époque. Notons que, dans les sciences sociales, comme dans les sciences de la matière et du vivant, existe de fait une pluralité féconde de programmes de recherche : *le pluralisme intradisciplinaire est la règle dans les disciplines vivantes* (Labrousse, 2017).

Il est difficile de dissocier l'évolution de l'enseignement de celle de la recherche. Pour enseigner de manière pluraliste, il faut des chercheurs formés au pluralisme et qui le pratiquent. Or, ces conditions sont de moins en moins réunies en France aujourd'hui. Nous proposons un bref panorama de l'évolution de ce paysage universitaire en économie pour dégager quelques pistes de réforme.

Un pluralisme de plus en plus réduit : expansion du *mainstream*, extinction des hétérodoxies

La France a longtemps été un lieu de pluralisme affirmé en économie. À côté des courants néoclassiques dominants, du keynésianisme, du marxisme, des approches originales et interdiscipli-

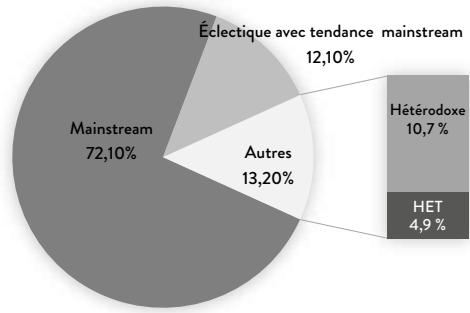


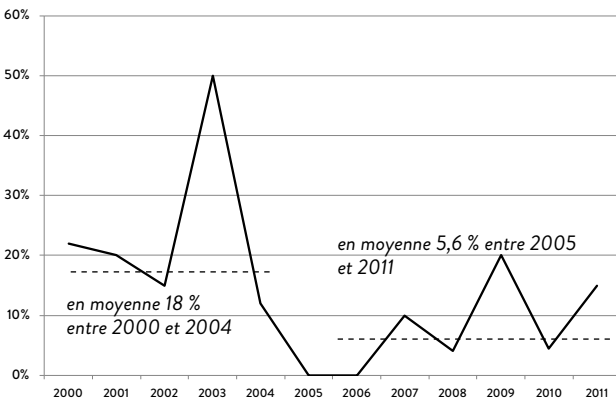
Figure 1 : structure de recrutement des professeurs d'économie entre 2000 et 2011

naires ont pu se développer en économie politique institutionnaliste, comme la théorie de la régulation dans les années 1970 (Vidal, 2001) ou l'économie des conventions à la fin des années 1980 (Orléan, 1994). Les travaux de Frédéric Lebaron (1997) et de Marion Fourcade (2006) fournissent un tableau précieux de ce paysage académique, de ses spécificités et des rapports de pouvoir qui le traversent.

Un pluralisme en voie d'extinction

Ce pluralisme, conflictuel, mais effectif, s'est peu à peu réduit dans les années 1990 et 2000, au point d'être aujourd'hui menacé d'extinction (Chavance et Labrousse, 2018). Les enseignants-chercheurs, au premier rang desquels les professeurs, sont de moins en moins recrutés en dehors du *mainstream*

Figure 2 : Professeurs hétérodoxes recrutés 2000-2011 (%). Source : Afep (2013, 7).



Note : ce schéma exclut les historiens de la pensée économique. Quand ils sont inclus, la moyenne pour 2000-2004 est de 20,1% et 10,8% pour 2005-2011. C'est dans les années « paires » que les professeurs recrutés par agrégation de l'enseignement supérieur entrent en fonction. Les années « impaires », un peu plus favorables au pluralisme, se limitent au recrutement à long terme.

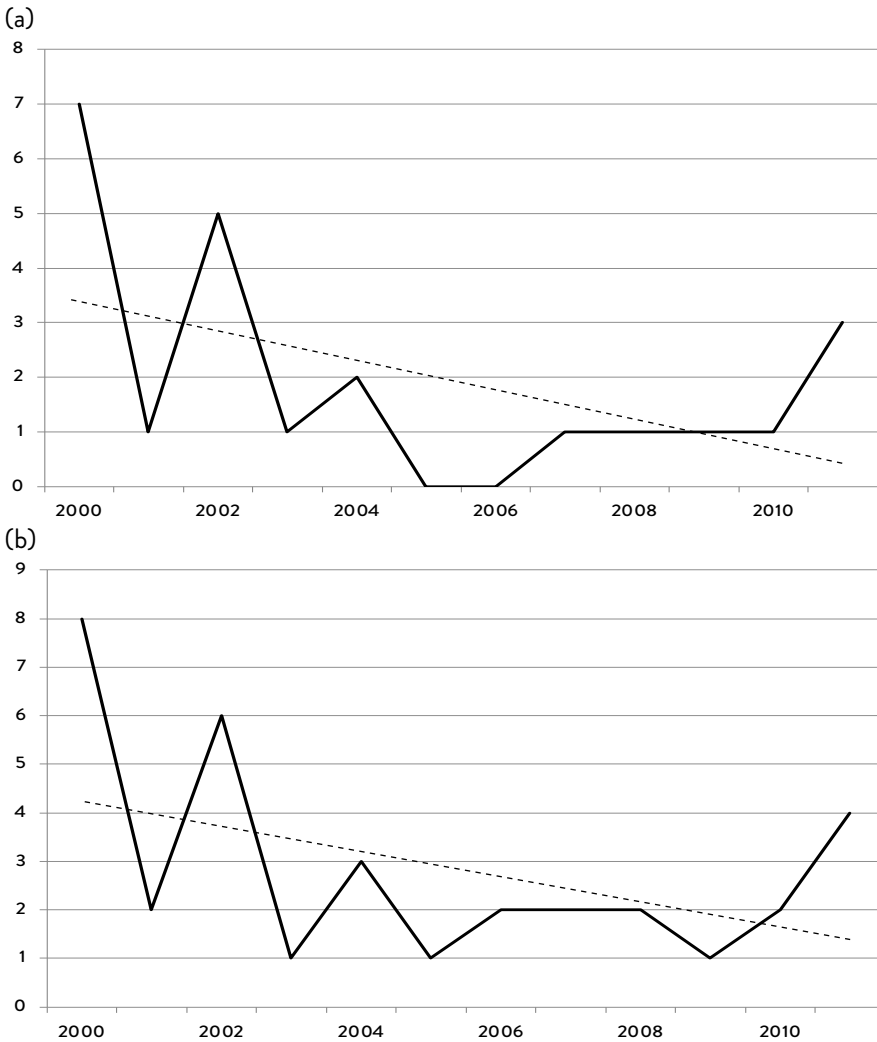


Figure 3 : (a) Professeurs hétérodoxes recrutés 2000-2011 (chiffres absolus). (b) Évolution des professeurs hétérodoxes et HET recrutés 2000-2011 (chiffres absolus). Source : Afep (2013, 9).

(cf. figures 1, 2 et 3, extraits de Chavance et Labrousse, 2018, p. 5-6). Une étude de l'Afep montre qu'entre 2000 et 2011, seulement 10,7 % des recrutements de professeurs ont porté sur des hétérodoxes, avec un *trend* à la baisse (5,6 % seulement de 2005 à 2011, soit six professeurs en valeur absolue, contre 18,6 % les années précédentes).

Cette évolution n'est pas le résultat d'une « concurrence libre et non faussée » dans le champ académique, mais de processus de sélection très partiels : effets de réseaux voire de clique pour

l'agrégation du supérieur (Linnemer et Perrot, 2004) et, surtout *ranking* des revues biaisé au profit du *mainstream*. Depuis les années 1970-1980, les revues les mieux classées comme l'*American Economic Review* excluent de fait les approches hétérodoxes, alors même, ironie de l'histoire, qu'elle-même avait été fondée par des institutionnalistes. Aux États-Unis, la « tyrannie du top five » est remise en cause par des analyses bibliométriques qui dissocient le classement des revues de la qualité et de l'impact des articles qui y sont publiés : ce sys-

tème conformiste, voire clientéliste, décourage la créativité et les innovations (Heckman et Moktan, 2018). En France, la liste hiérarchisée des revues du Centre national de la recherche scientifique reflète des rapports arbitraires de pouvoir et non la qualité intrinsèque des contributions. Les revues d'économie politique, internationales et nationales, y sont reléguées dans les profondeurs du classement de manière discriminatoire (Chavance et Labrousse, 2018).

L'univers en expansion du *mainstream*

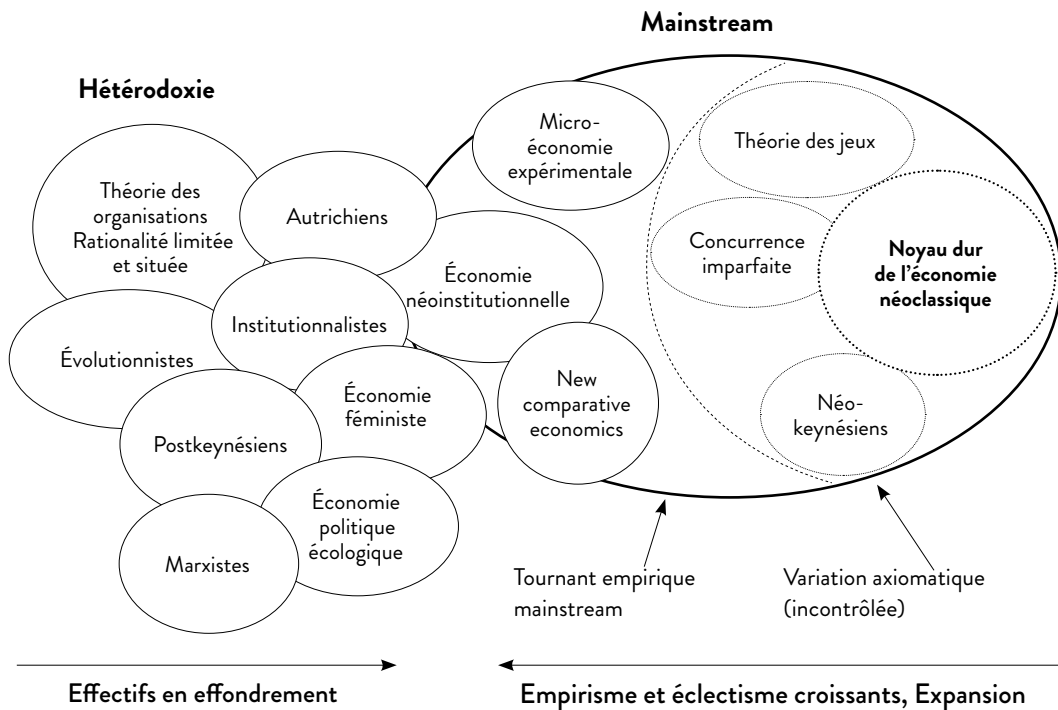
Parallèlement à ce rétrécissement des approches et des théories, on a assisté à un processus d'expansion du *mainstream*. *Expansion thématique* tout d'abord : le *mainstream* s'est emparé depuis la fin des années 1990 de thématiques labourées de longue date par les courants hétérodoxes (développement, travail et relations industrielles, rôle des institutions, de la culture et de la religion dans les comportements économiques, etc.) et, dès les années 1960, de champs traités par les disciplines voisines (criminalité, éducation, mariage, etc.). Cette conquête s'est faite en exportant les concepts néoclassiques usuels sans s'appuyer sur les travaux déjà développés par d'autres (impérialisme interne et externe). *Expansion méthodologique* ensuite avec l'introduction de méthodologies expérimentales (de laboratoire et randomisées) en microéconomie, mais aussi avec l'exploitation de bases de données institutionnelles en macroéconomie notamment. Notons que ce tournant empirique relatif n'est que partiel : ainsi les méthodologies qualitatives (entretiens semi-directifs, archives, observation participante et ethnographie, études de cas approfondies, etc.) n'ont pas droit de cité dans les revues majeures de la discipline.

Ce renouvellement partiel et partiel du *mainstream* permet la conquête de nouveaux territoires et une absorption

superficielle de la critique. Il est allé de pair avec une *expansion massive des effectifs mainstream*. Ces économistes ont aujourd'hui les clés de la discipline en France (notamment du Conseil national des universités qui filtre l'accès aux postes, promotions, etc.). D'une domination laissant place à une diversité d'approches, on est passé à une hégémonie sans partage : les programmes de recherche concurrents ne peuvent subsister qu'à la marge, dans des niches de plus en plus menacées.

Ce pluralisme mineur, interne au *mainstream*, ne permet pas un réel pluralisme des objets et questions de recherche, comme des théories ou des disciplines : on demeure dans un primat de l'individualisme méthodologique et de la rationalité portée à son maximum. Si pointer des biais et des limites à cette rationalité, tout en lui conservant une valeur normative, est à présent admis dans le cadre de la microéconomie expérimentale (cf. Thaler, 2015), raisonner en termes de rationalité socialement située, subjective, procédurale (à l'instar de Weber, Veblen, Simon, Nelson et Winter, par exemple) n'est pas envisageable, car cela impliquerait un changement de programme de recherche et un basculement dans l'hétérodoxie. Aussi les travaux d'économie expérimentale qui débouchent sur une remise en question profonde de l'*homo œconomicus* sont-ils marginalisés : ils ne sont jamais publiés dans les « bonnes revues » et ne bénéficient d'aucun prestige dans la discipline (Gigerenzer et Gaissmaier, 2011). Il est des lignes rouges à ne pas franchir pour qui désire faire carrière. Aussi peut-on continuer à faire de l'*homo œconomicus* la figure suprême de la rationalité économique lors des premières années d'études, pour nuancer ensuite en introduisant des biais de comportement. Une unique rationalité reste la norme, enseigner d'autres figures de la rationalité n'est pas de mise.

Graphique 1: Le double mouvement des approches en économie



Source : élaboration de l'auteure, librement inspirée de Dobusch et Kapeller (2012)

La remise en question de la notion de marché du travail n'est pas admissible non plus. Il est ainsi possible de raisonner en termes d'imperfections de ce « marché » et non en termes de circuit macroéconomique, d'économie monétaire de production à la Keynes. Des rigidités peuvent certes exister sur ce marché, mais la préconception centrale demeure : fondamentalement, le prix du travail (le salaire) déterminerait le niveau de l'emploi et le volume de production et non la demande globale anticipée par les entrepreneurs (comme dans l'approche keynésienne). Pour le dire autrement, il est légitime d'enseigner le néokeynésianisme qui participe de l'économie *mainstream*, mais non l'approche postkeynésienne, fidèle à la pensée originelle de Keynes ; cette dernière souligne le rôle de l'incertitude radicale (futur non probabilisable), de la monnaie, de la spéculation et des crises

dans le capitalisme (Lavoie, 2015). Ici encore, le pluralisme est réduit aux seules variations sur un même thème.

Le graphique 1 représente ce double mouvement caractéristique de l'évolution du paysage de la discipline en France et ailleurs : contraction des approches hétérodoxes et univers en expansion du *mainstream*. Cette expansion part du noyau dur de l'économie néoclassique (*homo œconomicus*, marchés parfaits, neutralité de la monnaie) qui se cristallise à la fin du XIX^e-début XX^e siècle, pour donner lieu depuis les années 1920-1930 à une variation axiomatique incontrôlée (Kapeller, 2013) (introduction en ordre dispersé d'imperfections de marché, de comportements stratégiques, etc.) et enfin à un tournant empirique partiel depuis les années 1990. Le *mainstream*, loin de la cathédrale walrasienne des origines, est

aujourd'hui éclaté en une multitude de propositions à géométrie variable. Mais il conserve un certain nombre de présupposés communs comme l'efficacité des marchés (sous réserve d'exceptions) qui sont à la base de l'enseignement de l'économie en France. Cette évolution marque le passage d'un *pluralisme affirmé et relativement inclusif* à un *pluralisme mineur et exclusif*, un pluralisme qui admet seulement des variations au sein d'un même programme de recherche.

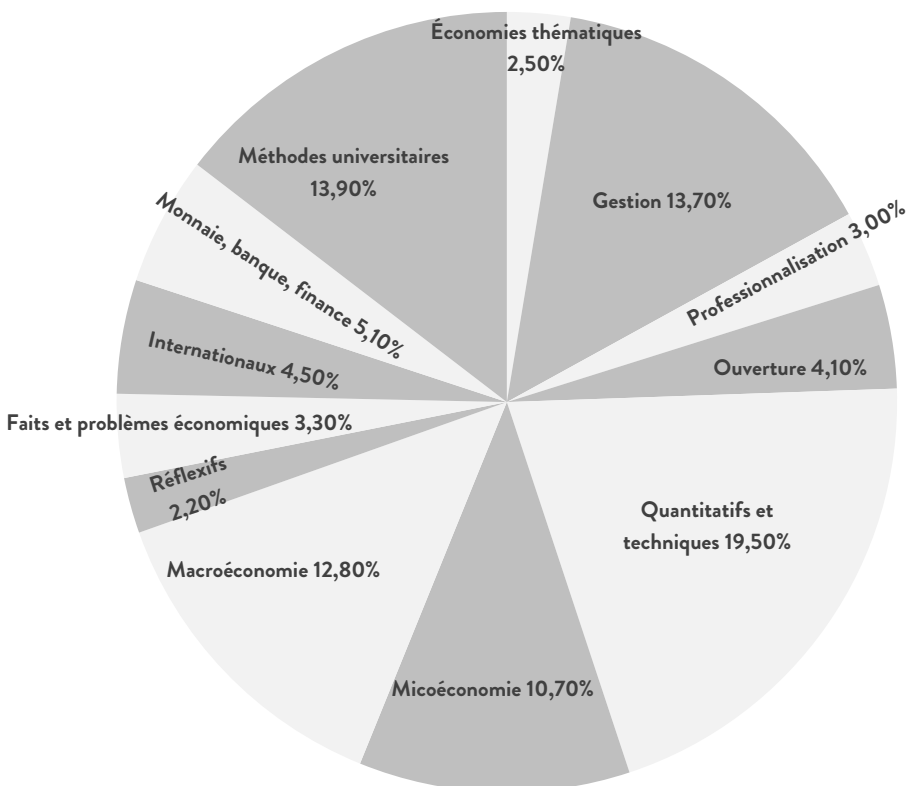
Une discipline « technique », isolée, aux liens distendus avec le réel

Cette reconfiguration profonde du paysage de la recherche, liée à la domination croissante des États-Unis dans la définition des standards disciplinaires (Fourcade, 2006) et à la montée des instruments d'évaluation de type *ranking* en France (Chavance et Labrousse,

2018), a eu des répercussions puissantes sur l'enseignement. Le paysage français s'est normalisé et les courants pluriels de l'économie politique ont pratiquement disparu des cursus, en dehors de quelques niches. C'est ce que documente notamment une étude systématique des licences en France par Peps (2013) (cf. graphique 2). Les enseignements dits « techniques » (micro et macro 1, 2, 3, méthodologie quantitative, méthodes universitaires) se taillent la part du lion (56,9 % cumulés). Encore convient-il de préciser qu'en macro et micro sont enseignés la théorie néoclassique et ses variantes, les approches d'économie politique.

Ces enseignements ne peuvent être présentés comme « techniques » que parce qu'ils ne sont pas pluralistes, parce qu'ils n'avancent pas l'idée que des hypothèses alternatives sont envisageables : il

Graphique 2 : Une cartographie des licences d'économie en France (PE)



existerait ainsi une méthode, une théorie propre à l'économie qu'il conviendrait de maîtriser, avant de la compliquer (un peu) en master (Silve, ce numéro). Le caractère sociopolitique de l'économie comme science sociale, comme lieu de débats scientifiques et démocratiques, est ainsi gommé au profit d'une conception experte et prétendument neutre des savoirs. De même, les enseignements quantitatifs présentent généralement les faits économiques comme purement objectifs pourvu que les bonnes techniques de traitement des données aient été appliquées. Or les statistiques reposent toujours sur des conventions sociohistoriques qui méritent d'être discutées pour interpréter les chiffres de manière pertinente, précautionneuse et probante (Salais et al., 1986 ; Desrosières, 1999 ; Bruno et al., 2016 ; Labrousse, 2016). Les enseignements réflexifs comme l'histoire de la pensée (montrant qu'une pluralité de courants a traversé la discipline depuis ses origines) ou l'épistémologie (mettant en avant la construction sociale des connaissances), autrefois importants dans les cursus, sont réduits à de la figuration (2,2 %). Il en est de même des enseignements thématiques (2,5 %), et des faits et problèmes économiques (3,3 %).

De plus, l'économie est superbement isolée des disciplines voisines comme la sociologie, la géographie ou la science politique qui n'apparaissent qu'exceptionnellement dans les matières enseignées (1,8 %). Seule la gestion est bien représentée dans certains cursus (13,7 %) : il existe de nombreuses facultés d'économie et gestion en France, celles-ci étant plus attractives que l'économie en solitaire. L'enseignement reflète, ici aussi, une recherche économique dominante très autoréférentielle : elle ne cite qu'homéopathiquement les autres sciences sociales (Fourcade et al., 2015) et les approches hétérodoxes (Dobusch et

Kapeller, 2012). Entre 1989 et 2008, dans *Web of science*, seuls 2,85 % des citations des revues *mainstream* correspondent à des travaux hétérodoxes, contre 47,6 % de citations du *mainstream* dans les revues hétérodoxes.

Le constat des étudiants est donc celui d'un lien faible avec le « réel », avec les problèmes économiques et sociaux contemporains et passés. La France, à leurs dires, manque aujourd'hui cruellement de cours du type « problèmes économiques contemporains », « actualité économique et sociale » ou « histoire des faits économiques ». De même, les liens avec les autres disciplines (sociologie, science politique, droit, géographie, histoire, etc.) sont défailants. Les compétences permettant de mettre en regard et d'articuler différents courants théoriques (autour d'objets notamment) ne sont guère cultivées. La réflexivité résultant de cours d'histoire de la pensée et d'épistémologie est quasi absente. Enfin, les méthodes qualitatives ou mixtes sont de fait exclues des cursus.

Comment sortir de ce réductionnisme ? Core versus Peps

Ce constat français rejoint celui des étudiants d'autres pays, comme la Belgique (Dupont, Evrard et al., ce volume). Les pistes proposées par Peps et par l'Association française d'économie politique sont proches.

Core : derrière un emballage séduisant, un cœur désespérément moniste

Sur le papier, existe déjà une solution : le manuel Core. À première vue, ce manuel du XXI^e siècle, avec ses chapitres par objets, est séduisant, de même que son « pluralisme intégrateur ». Las, pour chacun de ces objets (travail, chômage, entreprise, monnaie, etc.), l'analyse proposée n'est pas pluraliste, mais standard : salaire d'efficience, information asymétrique, théorie principal-agent, théorie des jeux (Mearman

Bibliographie

- Bruno I., Jany-Catrice F., Touchelay B. (2016), *The Social Science of Quantification*, Heidelberg, Springer.
- Chavance B., Labrousse A. (2018), « Institutions and Science: The Contest about Pluralism in Economics in France », *Review of Political Economy*, 30 (2), 190-209.
- Desrosières A. (2008), *L'argument statistique*, Paris, Presses de l'École des Mines.
- Dobusch L., Kapeller J. (2012), « Heterodox United vs. Mainstream City? Sketching a Framework for Interested Pluralism in Economics », *Journal of Economic Issues*, 46 (4).
- Fourcade M. (2009), *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Britain and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press.
- Fourcade M. (2006), « The Construction of a Global Profession: The Transnationalization of Economics », *American Journal of Sociology*, 112 (1), p. 145-194.
- Fourcade M., Ollion E. et Algan Y. (2015), « The Superiority of Economists », *Journal of Economic Perspectives* 29 (1), p. 89-114.
- Gigerenzer G., Gaissmaier W. (2011), « Heuristic Decision Making », *Annual Review of Psychology* 62(1), p. 451-82.
- Gräbner C., Strunk B. (2019), « Pluralism in economics: its critiques and their lessons », *ICAE Working Paper Series*, n° 82, Johannes Kepler University Linz.
- Heckman J., Moktan S. (2018), *Publishing and Promotion in Economics: The Tyranny of the Top Five*, NBER Working Paper n° 25093, édité en septembre 2018, réédité en mars 2019.
- Jany-Catrice F. et Orléan A. (2018), « L'Économie du XXI^e siècle », *La Vie des idées*, 18 décembre 2018.
- Kapeller J. (2013), « "Model-Platonism" in economics: on a classical epistemological critique », *Journal of Institutional Economics*, 9 (2), p. 199-221.

et al., 2018 ; Jany-Catrice et Orléan, 2018). Keynes, Hayek ou Marx n'apparaissent que comme faire-valoir de la théorie néoclassique. Marx fait ainsi une unique apparition comme précurseur de la théorie *mainstream* des contrats incomplets. Si, en apparence, le manuel critique la fable du troc, la monnaie y est analysée comme simple intermédiaire des échanges. Point de monnaie endogène, créée par les banques de second rang. On reste dans la neutralité de la monnaie et une économie de troc. Et l'inscription de l'économie dans le social ? Dans Core, les interactions sociales se bornent à la théorie des jeux (unité 4), laissant dans l'ombre hiérarchies sociales, rapports de force, normes sociales et culturelles, etc. Pire, « la pédagogie du manuel ne laisse pas de place au doute » (Jany-Catrice et Orléan, 2018). La théorie est mise en sourdine, souvent implicite, mais elle est omniprésente et presque toujours d'obédience *mainstream*. Elle est rendue attrayante par un *storytelling* pédagogique. Il s'agit d'un monisme qui ne dit pas son nom, d'un pluralisme de faux-semblants...

Quelques propositions

Le croisement des regards disciplinaires est nécessaire pour aborder un problème donné comme le chômage ou les inégalités. Les doubles cursus comme il en existe, par exemple, à Paris 13 et Paris 7, deux pôles où l'hétérodoxie est vivace, sont cruciaux. Dès la première année, les cours doivent proposer une présentation équilibrée des différentes théories (pas seulement *mainstream*). L'approche par objet est cruciale pour articuler de manière concrète et penser les apports et limites de différentes théories, de diverses méthodologies, outils d'enquête (quantitatifs et qualitatifs). À propos de chacun de ces objets, il est fondamental de faire appel à l'histoire des concepts, des faits et de réfléchir à la construction sociale de ces

faits. Les débats, un recul constructif, doivent être au cœur de la transmission des savoirs dans le cadre d'une science sociale vivante, humble et ouverte.

Néanmoins, le biais en faveur du statu quo d'une profession en proie à un certain complexe de supériorité (Fourcade et al., 2015) augure mal de la mise en œuvre de telles propositions. Dans le passé, les étudiants français, parce qu'ils se frottaient à quelques cours pluralistes, ont pris conscience du caractère trop monolithique des enseignements d'économie. Il est à craindre à présent que les étudiants, n'entendant désormais qu'un son de cloche, avec moult ornements, ne perçoivent plus que les savoirs économiques sont polyphoniques depuis Smith et Neker, voire Xénophon et Aristote...

- Labrousse A. (2016), « Poor numbers : chaînes statistiques et économie politique du chiffre », *Annales, Histoire sciences sociales*, n° 4, p. 845-878.
- Labrousse A. (2017), « Le pluralisme, source de rigueur et de découvertes scientifiques », dans Coriat et al. (2017), *Misère du scientisme. À propos de l'affaire Cahuc et Zylberberg*, Paris, Croquant, p. 41-55.
- Lavoie M. (2014), *Post-Keynesian Economics: New Foundations*, Edward Elgar.
- Lebaron F. (1997), « La dénégation du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, p. 3-26.
- Linnemer L., Perrot A. (2004), « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le concours d'agrégation en sciences économiques », *Revue économique*, 55 (2), p. 275-322.
- Mearman A., Guizzo D., Berger S. (2018), « Whither Political Economy? Evaluating the CORE Project as a Response to Calls for Change in Economics Teaching », *Review of Political Economy*, 30:2, p. 241-259.
- Orléan A. (1994), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF.
- Peps-économie (2013), « L'enseignement de l'économie dans le supérieur : bilan critique et perspectives », *L'Économie politique*, 58(2), p. 6-23.
- Salais R., Baverez N., Reynaud B. (1986), *L'invention du chômage. Histoire et transformations d'une catégorie en France des années 1890 aux années 1980*, Paris, PUF.
- Thaler R.H. (2015), *Misbehaving. The Making of Behavioural Economics*, New York, W. W. Norton & Company.
- Vidal J. F. (2001), « Birth and Growth of the Regulation School in the French Intellectual Context (1970-1986) », dans *Institutional Economics in France and Germany, German Ordoliberalism vs. the French Regulation School*, ed. A. Labrousse et J. D. Weisz. Berlin, Springer.